


# ESSOUFFLEMENT DES CIRCUITS COURTS ET LA PRÉCARITÉ DES PRODUCTEURS, FAUT-IL CRÉER DE GRANDES ALLIANCES ET GÉNÉRALISER LA MUTUALISATION?



Ceinture  
Aliment-Terre  
Liégeoise

Bâtiment Horizon : Avenue de  
Jupille, 16 - 4020 Liège  
04 223 15 51  
info@catl.be  
[www.catl.be](http://www.catl.be)



Alors que les alternatives au système agroalimentaire dominant peinent à se développer, les petits producteurs doivent faire face à l'érosion du circuit court. Leur situation, spécialement celle des maraîchers, est précaire. Du côté des épiceries et des coopératives de commercialisation du bio et locale, la forme n'est pas bien meilleure. Quelles difficultés les producteurs rencontrent-ils ? Comment faire pour que les maraîchers trouvent la sérénité, gagnent mieux leur vie et ne travaillent plus dans le stress et l'incertitude ? Et si le travail en réseau était une partie de la solution ? Cette analyse propose de rêver à de grandes alliances entre producteurs et commerçants pour rendre le système alimentaire alternatif liégeois plus robuste.

# L'AGRICULTURE, UN MÉTIER PASSIONNANT MAIS ARDU...

Manger est indispensable. S'alimenter sainement est souhaitable. Se nourrir de manière durable, c'est-à-dire en prenant soin de sa santé, de l'environnement, des agriculteurs et de l'économie locale, c'est l'idéal. Malheureusement, nous en sommes encore loin et les petits producteurs bio et locaux, qui font pourtant un métier essentiel, souffrent d'un contexte particulièrement difficile.

Pour commencer, les maraîchers doivent se contenter d'un **faible revenu**. Il est généralement admis que le revenu moyen en région liégeoise est de 900 euros. Les raisons de ce faible revenu sont multiples, citons en trois importantes. Premièrement, les prix de vente pratiqués restent souvent trop faibles. Ce n'est pas seulement dû à la concurrence avec les grosses exploitations, mais c'est surtout lié au manque de structuration du marché. En d'autres mots, les petits producteurs ont des clients qui n'hésitent pas à comparer le prix du paysan à celui du grossiste et font pression. Cette pression est induite par la peur de perdre de la clientèle (qui jugerait les prix trop élevés) au profit d'autres fournisseurs, comme les grossistes qui sont approvisionnés principalement par de grosses exploitations. Deuxièmement, pour les petits producteurs, le coût de la main d'œuvre est très élevé pour chaque « kilo » produit. Troisièmement, beaucoup de temps, et donc d'argent, est perdu à effectuer des livraisons. Le décalage entre le budget alimentaire des ménages et les coûts de production renforce encore le déséquilibre. Pour écouler leur production, les petits maraîchers doivent donc vendre en deçà d'un prix réellement rémunérateur compte tenu de leur travail.

Ensuite, non seulement **l'accès à la terre est difficile**, le prix à l'hectare étant de plus en plus « décalé » de la valeur marchande de l'alimentation, mais **les investissements à réaliser pour s'installer sont difficilement finançables** par les banques et difficiles à rentabiliser. L'adage des fermiers hesbignons selon lequel « *un fermier qui travaille est pauvre, mais quand il arrête ses activités il devient riche !* », l'illustre bien.

Les petits producteurs doivent également se montrer **particulièrement polyvalents et acquérir de nombreuses compétences qui dépassent largement la production agricole**. Ainsi, à côté de la production, des plans de culture, de la **récolte** et du **lavage** de la production, ils doivent **prospector, communiquer, vendre, transporter** leur production. Ils doivent aussi gérer leur **comptabilité** et **l'administratif**. Ils doivent justifier les subsides reçus, les labels et courir derrière les mauvais payeurs... Bref, ils doivent gérer une véritable entreprise.

**Les changements climatiques** génèrent l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des épisodes extrêmes comme les vagues de chaleur, les périodes de sécheresse, les précipitations intenses qui rendent la production difficile et incertaine. Ces bouleversements entraînent de graves conséquences pour la vie des maraîchers, les obligeant à s'adapter continuellement<sup>1</sup>. Avec des précipitations hors norme et un manque de soleil, l'année 2024 a été particulièrement pénible pour les producteurs, sous nos latitudes.

Enfin, **les aides régionales et européennes (PAC<sup>2</sup> sont peu voire pas accessibles** aux maraîchers bio sur petites surfaces puisque ces aides pour les maraîchers diversifiés ne s'appliquent que si le maraîcher a au moins dix hectares dont maximum trois en maraîchage diversifié<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> Réseau Action Climat France, *Quels impacts du changement climatique sur l'agriculture ?*, Juillet 2022 [Consulté le 16-09-2024], disponible sur <https://reseauactionclimat.org/quels-impacts-du-changement-climatique-sur-lagriculture/>

<sup>2</sup> La Politique agricole commune (PAC) de l'Union européenne (depuis 1962).

<sup>3</sup> Biowallonie, BERTRAND Julien, *Aide bio - Maraîchage diversifié sur petites surfaces : calcul du montant de l'aide*, disponible sur <https://www.biowallonie.com/wp-content/uploads/2024/06/PrimeMDPS.pdf>

# UNE MANIÈRE DE TRAVAILLER INADÉQUATE...

Ce que l'on constate également, c'est que **la plupart des petits producteurs travaillent de façon très esseulée**. Quand on analyse leur fonctionnement, on réalise vite que ça n'a pas beaucoup de sens de fonctionner de cette manière, leur «individualisme» renforçant encore la nécessité pour eux de démultiplier leurs compétences. Ils doivent donc être bien plus forts et créatifs que s'ils mutualisaient leurs activités.

Évidemment, les petits producteurs produisent de bons aliments, savoureux et sains. Ils travaillent avec conviction et sont animés d'un fort engagement pour la transition écologique. Malheureusement, **beaucoup manquent cruellement de compétences pour pérenniser leur activité**. Trop souvent, **le pilotage économique de leur projet est inexistant**. Ils avancent à l'aveugle. Par exemple, à chaque nouvelle saison, les maraîchers doivent investir (semences, semis, engrais verts, etc.) en pariant sur la rentabilité de la récolte. Avec une charge de travail colossal, **les maraîchers n'ont pas le temps, ni les compétences pour piloter** périodiquement **leur activité**, qui reste une activité économique. Ce ne sont donc pas de bons gestionnaires et, bien entendu, on ne peut pas le leur reprocher !

Finalement, les petits producteurs courent dans tous les sens pour tenter de survivre. Ceux qui réussissent, c'est souvent dans la douleur, alors que l'on attend d'eux qu'ils réenchangent le secteur. Les clients qui peuvent manger bio et local sont satisfaits mais, derrière, les maraîchers souffrent. Si la plupart gardent l'amour du métier, le découragement n'est jamais loin. Certains pensent à arrêter. Malheureusement, il y en a régulièrement qui jettent l'éponge.

# LA BAGUETTE MAGIQUE

Nous avons demandé à trois petits producteurs d'imaginer que nous avons une baguette magique et de formuler trois vœux. Il s'agit de Julien Vandeclee<sup>4</sup>, maraîcher bio à Houtain-Saint-Siméon, de Joël Ruth<sup>5</sup>, maraîcher bio à Eben-Emael et de Guy Vanhoof, petit éleveur de bœuf, veau et porc à la ferme de Tabreux<sup>6</sup> à Hamoir. Notons que ces trois producteurs gèrent bien leur projet, que Julien Vandeclee et Guy Vanhoof ont leur magasin à la ferme et que tous les trois fournissent les magasins de la coopérative liégeoise Les Petits Producteurs<sup>7</sup>.

Les trois producteurs ont formulé les trois mêmes vœux à savoir :

- **Ils souhaitent trouver une alternative pour alléger la gestion administrative et comptable.** C'est trop lourd et la comptabilité est trop chère.
- **Ils souhaitent ne plus s'occuper du transport.** Leur activité est de produire et vendre, mais pas de livrer. Le transport des légumes et de la viande est chronophage et coûteux.
- **Ils souhaitent un engagement de leurs clients** pour ne plus travailler à l'aveugle. Ils voudraient que les clients s'engagent sur des volumes d'achat au moins un an à l'avance pour ne plus semer des légumes « au pif ». Ils sont demandeurs de plan d'engagement de la part de leurs clients.

Sans concertation, ces trois producteurs expriment donc les mêmes préoccupations, et celles-ci **font écho à ce que confient bon nombre d'autres petits producteurs.**



<sup>4</sup>Aux Rythme des saisons : <https://aurythmedessaisons.be/maintenance.html>

<sup>5</sup> Ferme Bio Joël Ruth : <https://lespetitsproducteurs.be/producteur/joel-ruth/>

<sup>6</sup> La Ferme de Tabreux : <https://www.fermedetabreux.be/>

<sup>7</sup> Les Petits Producteurs : <https://lespetitsproducteurs.be/> et sur ce site : Julien Vandeclee : <https://lespetitsproducteurs.be/producteur/julien-christelle-au-rythme-des-saisons/> - Joël Ruth : <https://lespetitsproducteurs.be/producteur/joel-ruth/> et la Ferme de Tabreux : <https://lespetitsproducteurs.be/producteur/ferme-de-tabreux/>

# UN PLAN D'ENGAGEMENT ENVERS LES PETITS PRODUCTEURS

Au risque d'être un brin cynique, on pourrait dire que ça ne sert à rien de former les maraîchers à cultiver le meilleur chou-fleur du monde si c'est pour le vendre à un euro et devoir mettre la clé sous le paillason l'année suivante. Non seulement **il faudrait un accompagnement régulier pour le suivi du pilotage de leurs activités économiques** afin que leurs projets deviennent plus robustes, mais **il faudrait aussi des plans d'engagement forts de la part de leurs clients.**

**Cette idée est déjà en cours de réalisation.** La Ceinture Aliment-Terre Liégeoise<sup>8</sup>, qui a dans ses missions la structuration des filières, travaille avec différentes coopératives (clientes de petits producteurs) comme Les Petits Producteurs, Circuit Paysans<sup>9</sup>, Terre d'Herbage<sup>10</sup> et Terra alter<sup>11</sup> pour coordonner leur action et construire un plan d'engagement commun envers les producteurs.

**Si le secteur de la commercialisation des légumes bio locaux se coordonnait et s'engageait sur le moyen terme envers les maraîchers, ceux-ci pourraient également se coordonner pour rationaliser et simplifier leur production.**

Aujourd'hui, chaque maraîcher peut cultiver jusqu'à une soixantaine de variétés de légumes. C'est beaucoup de travail. Pourquoi n'en cultiveraient-ils pas chacun que la moitié en se les répartissant par secteur et en fonction des clients et des plans d'engagement? Ce serait beaucoup moins de travail et cela allégerait leur charge mentale. La diversité serait toujours assurée, mais répartie sur le réseau des producteurs. Cela assurerait la résilience du secteur des circuits courts tout en renforçant la robustesse de chaque petit producteur.

---

<sup>8</sup> Ceinture Aliment-Terre Liégeoise : <https://www.catl.be/>

<sup>9</sup> Circuits Paysans est une coopérative qui a pour vocation de relocaliser durablement l'alimentation en province de Liège : <https://www.circuitspaysans.be/>

<sup>10</sup> La coopérative Terre d'Herbage a pour ambition de soutenir les producteurs et de fédérer les acteurs de l'alimentation durable sur l'arrondissement de Verviers : <https://www.terredherbage.be/>

<sup>11</sup> La légumerie liégeoise Terra Alter Belgique est une unité de lavage, d'épluchage, de découpe et de conditionnement de légumes frais : <https://terraalter.be/>

## LA ROBUSTESSE<sup>12</sup>

Dans son livre «*Antidote au culte de la performance. La robustesse du vivant*»<sup>13</sup> sorti en 2023, Olivier Hamant, chercheur français en biologie et biophysique, propose de sortir du culte de la performance en s'inspirant des principes de la nature et du vivant : la coopération, la circularité et la robustesse. Et il définit la robustesse comme la capacité d'un système biologique à maintenir ses fonctions et son intégrité face à des perturbations internes ou externes. La robustesse, ménage des marges de manœuvre, stimule la coopération et explore des voies alternatives pour pouvoir faire face aux imprévus. Il y a de la robustesse dans la plupart des écosystèmes terrestres. Elle est la réponse opérationnelle qui permet la viabilité dans un monde fluctuant et en pénurie de ressources.

# UNE VISION : UNE GRANDE ALLIANCE POUR LES CIRCUITS COURTS

Investir dans le soutien aux petits producteurs est utile, mais il apparaît de plus en plus clairement que ce n'est pas suffisant. **Faire travailler ensemble les acteurs des circuits-courts paraît essentiel pour rendre le secteur robuste.**

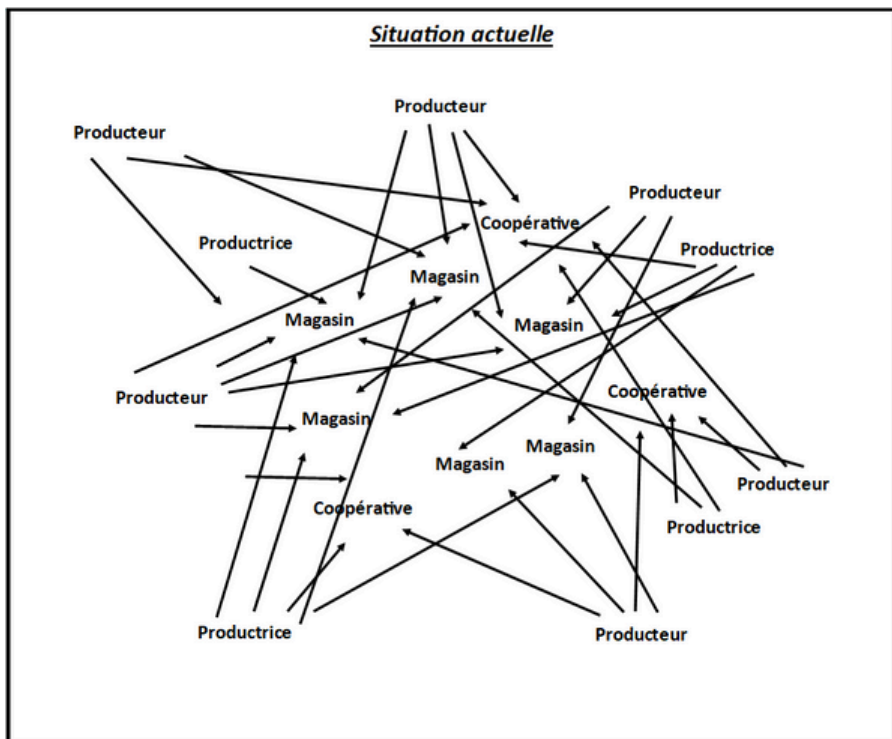
**Aujourd'hui, les acteurs des circuits-courts, c'est-à-dire les petits producteurs et les épiceries/coopératives qui vendent leur production, travaillent dans le désordre.** Chaque maraîcher entreprend des actions envers les coopératives de commercialisation et/ou des commerçants. Chaque épicerie ou coopérative de commercialisation contacte également les producteurs. Chacun se relie indépendamment, sans coordination, ce n'est pas organisé. **C'est un tableau chaotique qui gaspille inutilement l'énergie, le temps et les ressources financières des uns et des autres.** Il faudrait que les épiceries cessent de se voir en concurrentes, et collaborent.

---

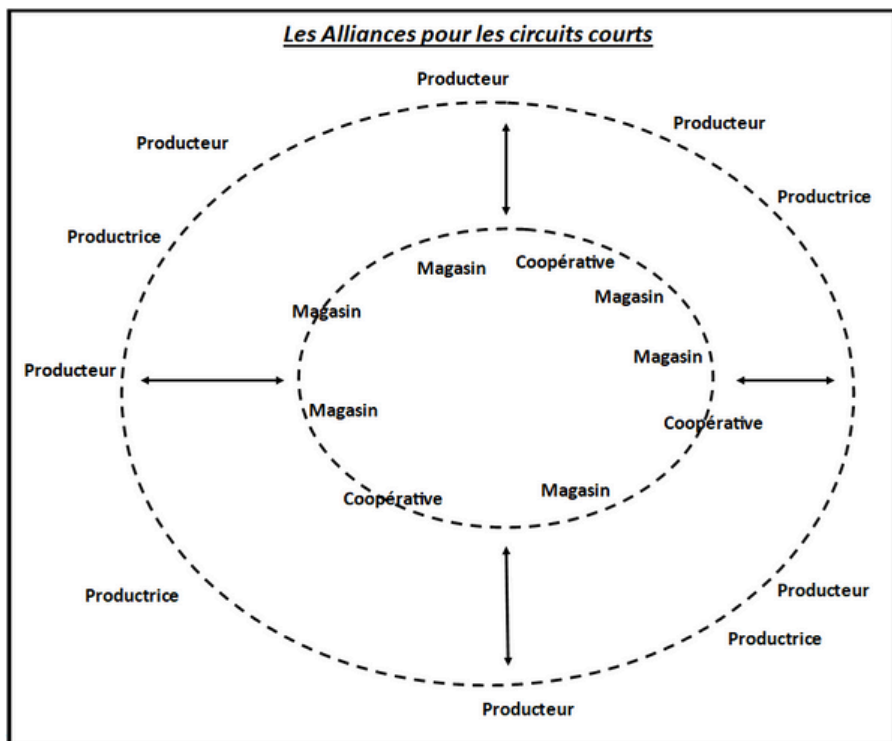
<sup>12</sup> Sur la robustesse voir l'analyse de la CATL, *Les circuits courts en difficulté... Passer de l'efficacité à la robustesse ?*, 2024, disponible sur : <https://www.catl.be/wp-content/uploads/2024/12/Analyse-6.pdf>

<sup>13</sup> HAMANT Olivier, *Antidote au culte de la performance. La robustesse du vivant*, Gallimard, Paris, 2023, 64 p.





Le modèle qu'il serait peut-être souhaitable de mettre en place ressemblerait à **une double alliance interconnectée**. Il s'agirait de créer **une alliance entre les épiceries et les coopératives de commercialisation**, c'est-à-dire entre les clientes des producteurs, pour qu'elles se coordonnent, communiquent ensemble et construisent un plan d'engagement commun envers les producteurs. Il s'agirait également de **construire la même alliance entre les producteurs** qui collaboreraient pour se répartir le travail et les cultures. **L'alliance des épiceries définirait donc une demande collective, un plan d'engagement, en discutant directement avec l'alliance des maraîchers qui organiserait la production (offre) collectivement, pour répondre à ce plan d'engagement.**



**Ce système aurait trois piliers**, premièrement **un plan d'engagement global et collectif**. Ce qui devrait permettre de rationaliser la production et donc faciliter le transport. Deuxièmement, **un plan de culture global et collectif**. La Ceinture Aliment-Terre Liégeoise (CATL) pourrait éventuellement accompagner l'alliance des producteurs pour rédiger ce plan de culture. C'est d'ailleurs le rôle des ceintures alimentaires qui, par ailleurs, sont neutres et ne rentrent en concurrence avec aucun acteur de l'économie locale. Mais on pourrait également imaginer une autre structure s'en charger, ou en créer une propre à cette alliance entre producteurs. Le troisième pilier serait **une communication intégrée**. Non seulement ce système peut renforcer tous les acteurs grâce à une communication claire entre l'Alliance des épiceries/coopératives et l'Alliance des producteurs, mais également, il serait opportun de développer une communication intégrée forte vers le grand public.

En ce qui concerne la **communication interne au système**, elle pourrait résoudre bien des problèmes logistiques et d'écoulement. Par exemple, il y a trop de tomates chez quelques producteurs, une opération tomates serait organisée à l'échelle de l'Alliance des épiceries qui répartirait les tomates entre les commerces. Ce serait une absorption du surplus grâce à la communication mutualisée et croisée. On pourrait ainsi gérer les excédents et les pénuries pour soulager les producteurs et acheminer au mieux chaque commerce.

Concernant la **communication externe, vers le grand public**, une communication intégrée et forte aurait plus de chance de se faire entendre dans un paysage dominé par la publicité des grandes chaînes de magasins. L'offre serait plus claire pour les consommateurs qui pourraient plus facilement prendre conscience de l'importance des circuits courts près de chez eux.

## COMMENT METTRE EN PLACE CES ALLIANCES?

Les producteurs, surtout les petits maraîchers, une fois rassemblés en alliance, pourraient **structurer et pousser au maximum la mutualisation de leurs activités**. Par exemple, en mutualisant la gestion de l'administratif, de la comptabilité et du transport. Certains producteurs se déclarent prêts à mettre jusqu'à 4% de leur chiffre d'affaires pour que l'on s'occupe de leur administratif, de leur compta, du plan d'engagement et de la prise en charge du transport. Ajoutons que nos voisins néerlandais sont très avancés dans ce type de mutualisation et que cela les rend forts.

**Mais quelle forme pourrait prendre l'alliance entre producteurs?** Faudrait-il formaliser sous un statut ou l'autre? Une chose est certaine, il faudrait une structure et un mode de fonctionnement qui **ne casse pas le lien entre les producteurs et les magasins**. Il ne faudrait pas que l'alliance isole le producteur, l'éloigne du réseau de commercialisation et que finalement, il perde du pouvoir. Une **gestion participative de l'alliance** serait donc à favoriser.

Une des questions les plus importantes à l'heure actuelle est de savoir comment on peut faire avancer les producteurs ensemble? Quelle forme devraient prendre ces alliances? Avec quel degré d'intégration et de mutualisation? Faudrait-il une marque? Un label? Juste une plateforme communication? Il faudrait aussi penser ces alliances pour qu'elles soient efficaces quand tout va bien, comme dans les moments de crise.

Quoi qu'il en soit, il est important d'y réfléchir avec les premiers concernés, c'est-à-dire les producteurs. Ils doivent pouvoir exprimer leurs envies et dessiner le contour des alternatives censées leur faciliter la vie. La Ceinture Aliment-Terre Liégeoise, Le GAL jesuishesbignon.be<sup>14</sup>, le GAL Burdinale-Mehaigne<sup>15</sup>, et le Réseau Aliment-terre de l'arrondissement de Verviers (RATaV)<sup>16</sup>, travaillent déjà dans ce sens et une soirée intitulée « Faire du blé, ou de l'oseille? Rencontre professionnelle des maraîcher-ère-s de la Province de Liège » a déjà eu lieu ce 12 décembre.



<sup>14</sup> Le Groupe d'Action Locale Je suis hesbignon : <https://jesuishesbignon.be/>

<sup>15</sup> Le Groupe d'Action Locale Burdinale-Mehaigne : <https://galbm.be/>

<sup>16</sup> Le Réseau Aliment-terre de l'arrondissement de Verviers : <https://www.ratav.org/>

# EN CONCLUSION

Finalement, ce modèle d'alliances interconnectées, avec un plan d'engagement global et collectif, c'est un peu comme si on généralisait à l'échelle d'une région le système de CSA<sup>17</sup>, acronyme anglais de «Community Supported Agriculture», c'est-à-dire **Agriculture Soutenue par la Communauté**. Ce système prévoit que les mangeurs payent un abonnement annuel à un maraîcher pour bénéficier d'un panier hebdomadaire ou du droit de cueillir sur le champ (en autocueillette). Avec ce système, le producteur ne travaille plus dans l'incertitude. Il sait quoi produire et pour qui. Il ne se pose plus la question de l'écoulement de sa production. **Avec le système proposé dans cette analyse, ce serait donc un peu comme si l'alliance des épiceries et des coopératives prenait un abonnement auprès de l'alliance des maraîchers.**

Petit bémol, en CSA, l'abonné paye en début de saison quand le producteur a besoin de liquidités pour investir dans la production. La cerise sur le gâteau serait que la structure qui accompagnerait ou formaliserait l'alliance des producteurs puisse leurs avancer de la trésorerie en début de saison, à un taux d'emprunt nul. La monnaie locale et complémentaire du bassin de vie pourrait éventuellement jouer ce rôle.

En allant encore un peu plus loin, **on pourrait imaginer que ce modèle développe une sorte de «Tricount» entre tous les producteurs, les épiceries et les coopératives de l'alliance**. Il s'agirait d'un système qui ordonnerait les flux de factures, de marchandises et de monnaies et calculerait ce que chaque acteur doit pour équilibrer le total. Cela simplifierait sans doute beaucoup les tâches administratives et comptables.

En tout état de cause, **il apparaît déjà évident que seul un plan d'engagement entre le client et le producteur sécurise la production**. Il y a beaucoup à imaginer et à faire pour faciliter la vie des petits producteurs, maraîchers en tête, et donc pour stimuler la transition agroalimentaire. La réflexion menée dans cette analyse espère y contribuer.

---

<sup>17</sup> À ce sujet, voir les analyses de la CATL : CSA : à l'échelle micro-locale, des dispositifs hyper résilients, 2021, disponible sur [https://www.catl.be/wp-content/uploads/2023/02/097\\_CATL\\_4\\_CSA\\_échelle\\_micro\\_web.pdf](https://www.catl.be/wp-content/uploads/2023/02/097_CATL_4_CSA_échelle_micro_web.pdf) et solidaires et Terrain, maraîcher, mangeurs, le trio gagnant du CSA en autocueillette, 2021, disponible sur [https://www.catl.be/wp-content/uploads/2023/02/097\\_CATL\\_8\\_CSA\\_trio\\_web.pdf](https://www.catl.be/wp-content/uploads/2023/02/097_CATL_8_CSA_trio_web.pdf)



**Ceinture  
Aliment-Terre  
Liégeoise**

L'ASBL Ceinture Aliment-Terre Liégeoise (CATL) a pour mission de contribuer, sur l'Arrondissement de Liège Métropole, à la transformation du système alimentaire dans une perspective durable, en soutenant le développement des filières courtes et locales. A cette fin, elle sensibilise, fédère et mobilise l'ensemble des forces vives du territoire, et elle s'appuie sur une équipe de professionnels pour mettre en œuvres ses cinq principales missions.

*Cette analyse s'inscrit dans le cadre d'une demande de reconnaissance en éducation permanente (axe 3) de la CATL*

Auteur :

**Pascal Hennen**, Chargé de la structuration des filières côté production à la CATL

Relecteurs :

JEAN-YVES BURON ET  
PHILIPPE VIENNE

Mise en page :

JULIA HAZÉE

Disponible ici :



Exemplaires papiers sur demande : [info@catl.be](mailto:info@catl.be)